

DANS L'ACTUALITE du 28 février au 3 mars 2014

Textes officiels

JORF n° 0052 du 2 mars 2014

[Arrêté du 17 février 2014 fixant le nombre de chambres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel](#)

JORF n° 0051 du 1^{er} mars 2014

Ensemble de mesures visant à procéder à des correctifs et à des ajustements au régime des autorisations d'urbanisme

[Décret n° 2014-253 du 27 février 2014 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme](#)

Décrets portant délimitation des cantons dans divers départements

[Décret n° 2014-254 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Gers](#)

[Décret n° 2014-255 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Haute-Corse](#)

[Décret n° 2014-256 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Hauts-de-Seine](#)

[Décret n° 2014-257 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de Lot-et-Garonne](#)

[Décret n° 2014-258 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Hérault](#)

[Décret n° 2014-259 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de Maine-et-Loire](#)

[Décret n° 2014-260 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Loire](#)

[Décret n° 2014-261 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de Meurthe-et-Moselle](#)

[Décret n° 2014-262 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Pyrénées-Orientales](#)

[Décret n° 2014-263 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Somme](#)

[Décret n° 2014-264 du 26 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Vienne](#)

[Décret n° 2014-265 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de l'Allier](#)

[Décret n° 2014-266 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Seine-Maritime](#)

[Décret n° 2014-267 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Rhône](#)

[Décret n° 2014-268 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Vosges](#)

[Décret n° 2014-269 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Charente-Maritime](#)

[Décret n° 2014-270 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département du Var](#)

[Décret n° 2014-271 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département des Bouches-du-Rhône](#)

[Décret n° 2014-272 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Savoie](#)

[Décret n° 2014-273 du 27 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de Tarn-et-Garonne](#)

JORF n° 0050 du 28 février 2014

[Ordonnance n° 2014-239 du 27 février 2014 relative à l'exercice des professions d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et de notaire en qualité de salarié](#)

Conseil Constitutionnel

JORF n° 0052 du 2 mars 2014

Nature juridique de dispositions de l'article 43 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral

[Décision Conseil constit. n° 2014-245 L du 28 février 2014](#)

Saisines du 24 février : 2014-691 DC (ALUR)

Contrôle de constitutionnalité des normes

[Affaire n° 2014-691 DC : Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové](#)

Proposition de loi

Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre

Proposition de loi adoptée en 1ère lecture par l'Assemblée nationale le 25 février 2014 après engagement de la procédure accélérée.

[Proposition de loi visant à renforcer la responsabilité des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la sous-traitance et à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale, TA n° 311](#)

Extension du champ de l'assistance à maîtrise d'ouvrage aux prestations de fourniture et de service

[Proposition de loi relative à l'extension du champ de l'assistance à maîtrise d'ouvrage aux prestations de fourniture et de service, n° 1823, déposée le 25 février 2014](#)

Jurisprudence

Nouvelle consultation dans le cadre de la modification d'un projet de plan local d'urbanisme avant l'ouverture de l'enquête publique

[CE 26 février 2014 société Gestion Camping Caravaning, req. n° 351202](#)

Appréciation des possibilités d'accès au terrain pour le propriétaire ou les tiers : il incombe à l'autorité compétente et au juge de s'assurer de l'existence d'une desserte suffisante de la parcelle par une voie ouverte à la circulation publique et, le cas échéant, de l'existence d'un titre créant une servitude de passage donnant accès à cette voie.

[CE 26 février 2014 commune du Castellet, req. n° 356571](#)

Un arrêté préfectoral ne peut légalement déclarer cessibles des parcelles de terrain nécessaires à la réalisation d'une ZAC en l'absence d'identification du concessionnaire chargé de cet aménagement et bénéficiaire, à ce titre, de l'expropriation

[CE 26 février 2014 Ministre de l'Intérieur, req. 360820, 360903, 360948](#)

Le juge de cassation exerce un contrôle de qualification juridique sur l'appréciation portée par les juges du fond sur le point de savoir si le titulaire d'un marché public a commis une faute suffisamment grave pour justifier, en l'absence de clause contractuelle prévue à cet effet, la résiliation du marché à ses torts exclusifs

[CE 26 février 2014 société " Environnement services ", req. n° 365546, 365551](#)

Le juge de cassation exerce un contrôle de qualification juridique des faits sur l'appréciation portée par le juge du référé précontractuel sur les adaptations introduites par le pouvoir adjudicateur dans l'objet d'une délégation de service public (DSP) en cours de consultation

[CE 21 février 2014 société Dalkia France, req. n° 373159](#)

Instruction

Articulation entre la directive cadre sur l'eau (DCE) et la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM)

[Instruction du Gouvernement du 17 février 2014 relative à l'articulation entre la directive cadre sur l'eau \(DCE\) et la directive cadre stratégie pour le milieu marin \(DCSMM\)](#)

Réponse ministérielle

Délais d'instruction des autorisations d'urbanisme

[Rép. min. n° 8378, JO Sénat du 27 février 2014](#)

Études d'impact de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements, sur les constructions de voies pédestres et VTT

[Rép. min. n° 14777, JOAN du 25 février 2014](#)

Vu par ailleurs

Session parlementaire

Le bilan d'étape et les perspectives de la session parlementaire

[Avant la suspension de ses travaux pour 5 semaines, pour cause d'élections municipales, le ministre chargé des relations avec le Parlement a présenté un bilan d'étape de la session parlementaire. Le Parlement reprendra ses travaux le mardi 8 avril.](#)

Source : conseil des ministres du 26/02/2014

Contrat public

« Marché public simplifié » (MPS) : un dispositif pour candidater avec son seul numéro de Siret

[Enfin le passage à l'acte pour le fameux « choc de simplification » ? Les pouvoirs publics expérimentent un nouveau service permettant de réduire drastiquement le nombre d'informations demandées aux entreprises candidates à un marché public.](#)

Source : le Moniteur du 28/02/2014

Marché public simplifié en ligne : bientôt les premières expérimentations

[Soumettre une offre dans le cadre d'un marché public en ne communiquant que le numéro de Siret de l'entreprise... tel est le principe novateur du futur marché public simplifié \(MPS\), développé depuis quelques mois par le secrétariat général à la modernisation de l'action publique \(SGMAP\)...](#)

Source : localtis.info du 28/02/2014

L'assistance pour la passation d'un marché public d'assurance échappe à la qualification d'intermédiation

[Dans un arrêt du 10 février 2014, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur la qualification d'une mission d'assistance et de conseil d'un cabinet d'avocats auprès d'un acheteur public pour la passation de marchés publics d'assurance.](#)

Source : localtis.info du 28/02/2014

Environnement / Energie

Extinction des façades la nuit : les bâtiments publics peuvent mieux faire

[Les municipalités et les services de l'Etat doivent être "exemplaires" en éteignant la nuit les façades des bâtiments publics, a averti le 27 février 2014 le ministère de l'Ecologie en tirant un "premier bilan" de l'extinction obligatoire instaurée en juillet 2013.](#)

Source : la gazette des communes du 28/02/2014

Fin de l'éclairage nocturne des bâtiments : un premier bilan peu éblouissant

[Le ministère de l'Ecologie a publié jeudi 27 février le bilan, à mi-année, de la mise en œuvre de l'arrêté relatif aux éclairages nocturnes des bâtiments non résidentiels.](#)

Source : Le Moniteur du 27/02/2014

Clause de revoyure : le ministre de l'Écologie accorde l'essentiel des nouveaux moyens à l'aide aux collectivités en difficulté

L'arbitrage du ministre de l'Écologie sur la clause de revoyure entre les collectivités et l'éco-organisme Eco-Emballages vient de tomber ce vendredi 28 février 2014 : seulement 23 millions d'euros sont accordés pour actualiser les coûts servant de référence au soutien de toutes les collectivités, tandis qu'un fonds de 90 millions d'euros va être créé pour aider les collectivités les plus en retard en matière de recyclage

Source : la gazette des communes du 28/02/2014

Tarifs photovoltaïque : Paris contraint d'abroger la majoration « made in Europe »

Le 12 mars prochain, le Conseil supérieur de l'énergie (CSE) va examiner un projet d'arrêté qui fait déjà réagir les professionnels de la filière solaire. En effet, il abroge la majoration du tarif d'achat de 5 % ou 10 % en cas d'utilisation de panneaux fabriqués en Europe.

Source : le Moniteur du 28/02/2014

Collectivités territoriales

Vers une fusion-absorption des départements par les métropoles

Dans le droit fil des déclarations en début d'année de François Hollande, le Gouvernement envisage de supprimer les conseils généraux sur le territoire des métropoles. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France, reçue le 27 février 2014 à Matignon, n'a rien contre.

Source : la gazette des communes du 27/02/2014

Presse

Pôle universitaire, logements, parc urbain... Nice se construit un second centre-ville

Sur la colline de Nice, dans l'ouest de la " capitale " de la Côte d'Azur, 26 hectares sont actuellement en phase d'urbanisation.

Source : le Monde du 02/03/2014

Municipales : le coût des grands projets de NKM et Hidalgo passé au crible

[Dix promesses phares des deux principales candidates à la Mairie de Paris examinées par l'Institut Montaigne. Le logement reste de loin dans chaque camp le poste d'investissement le plus coûteux.](#)

Source : les Echos du 28/02/2014